Surveillance et répression des activistes : la restriction de l'espace de la contestation politique en Belgique et ailleurs

<u>Séminaire</u> : La désobéissance civile écologique
L'espace public en tant que 'théatre de la confrontation' et ses coulisses

5 décembre 2025
UCLouvain, Louvain-la-Neuve

Nicolas Bocquet
nicolas.bocquet@uclouvain.be

fnrs LA LIBERTÉ DE CHERCHER
UCLouvain
UNIVERSITÉ DE GENÈVE

Plan

1. La démocratie libérale en crise

2. Mouvements sociaux, surveillance et répression

3. La restriction de l’espace de la contestation en Belgique

1. La démocratie libérale en crise

- **Crise de légitimité de la démocratie représentative** (Habermas 1975 ; Hay 2007 ; Tormey 2015)
  - De plus en plus le cas en Belgique (Celis et al. 2021; Knops et al. 2024)
- **Hypertrophie du pouvoir exécutif** (séparation des pouvoirs, *checks and balances*) → **état d'exception** (Agamben 2005)
  - Crise sanitaire COVID-19 (Bouhon et al. 2020)
- **Affaiblissement de l'État de droit** (droits fondamentaux, contre-pouvoirs, etc.)
  - Crise de l'acceuil (Mescoli 2021)
- **Redistribution réduite** → détricotage de l'État-providence, de la protection sociale, politiques d'austérité, etc.
  - Inégalités plus importantes (Decoster et al. 2024), budget Arizona, …









1. La démocratie libérale en crise

Conséquences directes

- **Instabilité politique grandissante,** notamment due aux difficultés à répondre aux revendications sociales (y compris écologiques) (contradictions internes du capitalisme [Harvey 2014 ; Pencolé 2024])
- **Méfiance envers les institutions décisionnelles** (gouvernement, parlement, partis politiques, etc.)
- **Doute sur la capacité des acteurs traditionnels contestataires** à agir comme contre-pouvoirs (syndicats)
- **Multiplication des comportements contestataires**, électoraux (vote extrême droite) ou non-électoraux (manifestations, etc.)

  → **(Nouvelle) centralité des mouvements sociaux**



1. La démocratie libérale en crise



Mouvements sociaux comme contre-pouvoir

- **Capacité spécifique** à *'mettre à l'agenda'*, *contester*, *résister* et *défier* les normes et institutions dominantes et à contribuer ainsi au changement social (Rosanvallon 2008)
- Via l'adoption de **discours et de pratiques plus ou moins contestataires**, telles que la manifestation légale, la grève ou l'action directe (manifestations 'illégales', blocages, occupations, ZAD, sabotage, etc.)
  - **Des répertoires d'action qui, pour la plupart, reposent sur un usage intensif de l'espace public…**

LE SOIR

Podcasts Politique Société Monde Économie Sports Culture

ACCUEIL • SOCIÉTÉ • RÉGIONS • NAMUR-LUXEMBOURG

La ZAD d'Arlon fait parler ministres et parlementaires

Installée dans la sablière de Schoppach depuis octobre 2019, la ZAD (zone à défendre) arlonaise inquiète quant à son devenir et à la manière de régler cette sortie de crise. Les députés fédéraux Cécile Thibaut et Josy Arens ont fait part de leurs interrogations à la r
donné son point de vue.

Article réservé aux abonnés



LE SOIR

Guerre à Gaza : la rectrice de l'ULB appelle les étudiants pro-palestiniens à quitter le bâtiment occupé

L'occupation étudiante dénonce le « génocide » en cours à Gaza et exhorte la direction de l'ULB à « rompre sans équivoque toute forme de collaboration avec les institutions académiques et entreprises sionistes qui participent à l'oppression systématique du peuple palestinien ».



La Libre

Nos séries Guerre en Ukraine Belgique Libre ECO International A

Planète › Environnement

Les derniers activistes de Code Rouge quittent l'aéroport de Liège : des évacuations violentes cette nuit, 62 arrestations

Le mouvement Code Rouge a mené deux actions de désobéissance civile visant l'aviation ce samedi après-midi. L'action s'est déroulée à deux endroits. À Liège, 200 activistes étant entrés dans l'entrepôt Alibaba ont été délogés vers 2h du matin ce dimanche. Plusieurs ont été blessés, selon l'organisation. Les dernières personnes ce dimanche matin ont quitté le site. À Anvers, l'action s'est terminée samedi soir, le trafic des jets privés a été paralysé toute la journée.

LE TEMPS

SSE ÉCONOMIE OPINIONS CULTURE SOCIÉTÉ SCIENCES SPORT CYBER VIDÉ

Le Tribunal fédéral confirme la condamnation d'une activiste du climat pour le blocage d'un pont genevois

Les juges de Mon Repos valident la condamnation pour contrainte et entrave aux services d'intérêt général d'une militante de Renovate Switzerland qui s'était collé une main au sol sur le pont du Mont-Blanc en octobre 2022

2. Mouvements sociaux, surveillance et répression

Relation ‘État – mouvements sociaux (MS)’ comme indicateur de (non-)vitalité démocratique :

- **Surveillance/répression** des MS lorsque l’État n’est pas en mesure de répondre aux revendications sociales (y c. écologiques)
- A toujours existé, mais **répartition inégale** en fonction de la sociologie des MS, de leurs demandes, de leurs modes d’action, du contexte économique et du régime politique (Reynolds-Stenson 2017)
- ≠ **socialement neutre** → **histoire classiste, raciste et coloniale** qui concerne d’abord les populations les plus précaires et marginalisées (Lyon 2003)
- **MS écologiques relativement peu surveillés et réprimés** jusqu’à récemment → majoritairement blancs, urbains, (très) éduqués et pacifistes

2. Mouvements sociaux, surveillance et répression

- **Récente « radicalisation » de certains modes d'action des MS écologiques** (désobéissance civile, blocages, ZAD, sabotages, etc.) (Jadoul 2024) → **augmentation surveillance/répression**
- **Criminalisation croissante de certains MS écologiques** notamment par l'utilisation de catégories anxiogènes, voire désuhmanisantes : ***figure de l'éco-terroriste***
  - Éviter de parler des **revendications** du MS, **diaboliser et faire peur** pour décourager adhérent·es et soutiens
  - Rendre certaines **techniques et méthodes d'enquête** accessibles (panoplie anti-terroriste) → l'enquête comme 'première punition'
  - Travailler à **l'acceptabilité sociale** de cette répression

Reporterre

Faire un don au

Dans les sous-sols de l'antiterrorisme, l'enfer de militants écologistes



Interpellations brutales, gardes à vue interminables… 17 personnes ont été arrêtées le 8 avril dans le cadre d'une action contre Lafarge en 2023, avec les moyens « disproportionnés » de l'antiterrorisme. Elles racontent.

Le Monde

Consulter le journal

Se connecter

Actualités · Économie · Vidéos · Débats · Culture · Le Goût du Monde · Services

SOCIÉTÉ • JUSTICE

La CEDH condamne la France pour l'assignation à résidence d'un militant écologiste pendant la COP21

La Cour européenne des droits de l'homme a estimé que « la radicalité de ses convictions politiques ne [suffisait] pas à matérialiser » un risque de débordement.

Le Monde avec AFP

Publié le 16 mai 2024 à 12h38, modifié le 16 mai 2024 à 12h45 · Lecture 1 min.

Lire plus tard

SOCIÉTÉ • POLICE ET JUSTICE

Paris 2024 : des « assignations à résidence » en vertu de la loi antiterroriste en forte hausse

Afin de sécuriser les Jeux olympiques et paralympiques, 155 mesures individuelles de contrôle administratif et de surveillance ont été prises à l'encontre d'individus jugés dangereux. Nombre d'entre eux n'ont pourtant jamais été condamnés ni même poursuivis.

Par Christopho Ayad

Publié le 23 juillet 2024 à 05h30, modifié le 23 juillet 2024 à 15h32 · Lecture 6 min.



OCAM - Note (confidentielle) de juillet 2025

- « passage **de l'activisme à la radicalisation** au cours des dernières années »
- « des méthodes d'action **drastiques**, **illégales** »
- « certains peuvent encore difficilement être placés sous l'étiquette "activiste" mais **méritent l'étiquette "extrémiste"** »
- « une **évolution inquiétante** vers une **radicalisation accrue** »
- …

vrt nws flandreinfo.be

A la une

Rubriques

Environnement & Climat

L'Ocam s'inquiète de la radicalisation de militants climatiques : "Certaines de leurs actions auraient pu faire des morts"

L'OCAM s'inquiète de la radicalisation de certains éléments de Code Rouge: "Parfois une allure révolutionnaire"

MISE À JOUR

L'Ocam s'inquiète d'une radicalisation au sein de Code Rouge, note l'organisme dans un rapport consulté par HLN où figure, entre autres, le nom de la militante Anuna De Wever. Lors d'une action à Gand, les actes des manifestants ont failli provoquer une explosion qui aurait pu leur coûter la vie. L'organe souligne l'influence de mouvements d'extrême gauche et qualifie cette évolution d'"inquiétante".

3. La restriction de l’espace de la contestation en Belgique

Durcissement de la relation ‘État – MS’ en Belgique, *avant*, *pendant* et *après* les manifestations (ou actions politiques de contestation) → **criminalisation croissante***

1) ***Avant*** :

- Augmentation de la charge administrative liée à l’obtention d’une autorisation de manifester
- Circulaire du Ministre de l'Intérieur d’août 2022 relative à *l’interdication individuelle et préventive de manifestation* des ‘potentiels fauteurs de troubles’
- Projet de loi « anti-casseurs » du Ministre de l’Intérieur déposé en 2023 (et retour avec Arizona)

*Bocquet, N. and L. Knops. (Forthcoming). Social movements in Belgium. In *Oxford Handbook of Belgian Politics,* edited by Min Reuchamps, Marleen Brans, Petra Meier, and Emilie Van Haute. Oxford, UK: Oxford University Press.



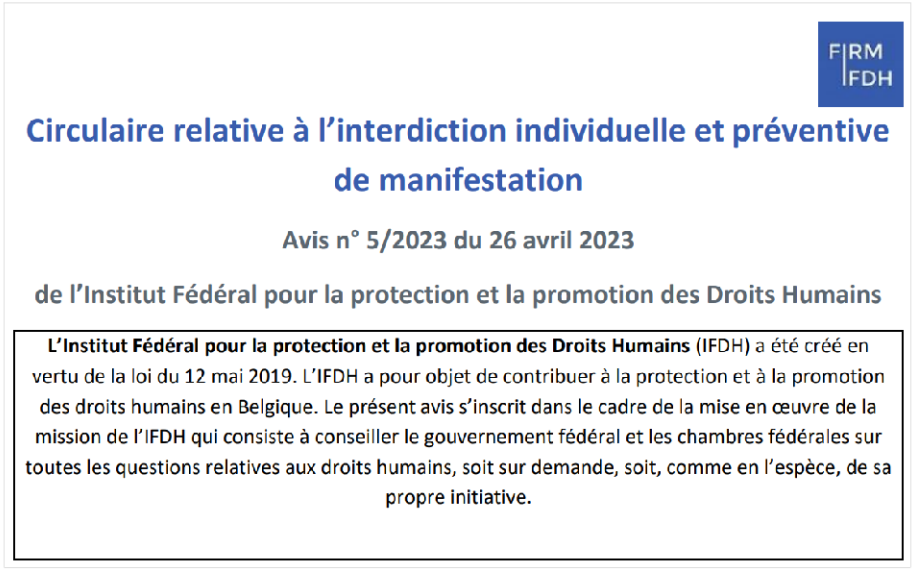
BELGIQUE

Les bourgmestres pourront désormais exclure préventivement les émeutiers des manifestations

06 sept. 2022 à 10:02 · 2 min

Partager

Belga, édité par Estelle De Houck



FIRM IFDH

Circulaire relative à l'interdiction individuelle et préventive de manifestation

Avis n° 5/2023 du 26 avril 2023

de l'Institut Fédéral pour la protection et la promotion des Droits Humains

L'Institut Fédéral pour la protection et la promotion des Droits Humains (IFDH) a été créé en vertu de la loi du 12 mai 2019. L'IFDH a pour objet de contribuer à la protection et à la promotion des droits humains en Belgique. Le présent avis s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la mission de l'IFDH qui consiste à conseiller le gouvernement fédéral et les chambres fédérales sur toutes les questions relatives aux droits humains, soit sur demande, soit, comme en l'espèce, de sa propre initiative.

IFDH, Avis n°5/2023

- Avis **défavorable**
- « […] constitue en effet une **restriction drastique du droit de manifester** »
- […] **fortes objections liées au respect de l'état de droit** contre l'introduction d'une telle mesure par voie de circulaire, laquelle court-circuite le parlement. »
- « Cela étant, même le parlement – et a fortiori la Ministre lors de l'adoption de la circulaire en question – **devrait démontrer de manière probante la nécessité et la proportionnalité d'un tel instrument** »

Entre 7.000 et 10.000 manifestants contre la loi anti-casseurs: le point sur les perturbations

BRUXELLES

La circulation des transports en commun est perturbée ce jeudi dans la capitale, alors que le front commun syndical a appelé à la grève nationale pour protester contre le projet d'interdiction judiciaire de manifester.

Avant-projet de loi introduisant une interdiction judiciaire de manifester (nouvel article 34*sexies* du Code pénal)

Avis de l'Institut Fédéral pour la Protection et la Promotion des Droits Humains

Avis n° 04/2023 du 20 février 2023

L'Institut Fédéral pour la Protection et la Promotion des Droits Humains

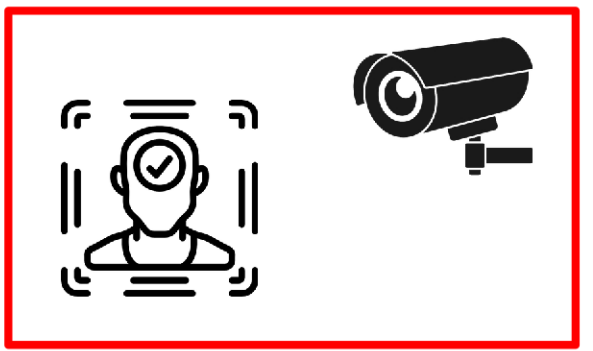
L'Institut Fédéral pour la Protection et la Promotion des Droits Humains (IFDH) a été créé par la loi du 12 mai 2019. L'IFDH a pour objet de contribuer à la protection et à la promotion des droits humains en Belgique. Le présent avis s'inscrit dans le cadre de la mission de l'IFDH consistant à conseiller le gouvernement fédéral et les Chambres fédérales sur toutes les questions relatives aux droits humains, soit sur demande, comme en l'espèce, soit de sa propre initiative.

IFDH, avis n°4/2023

- Avis **défavorable**
- « S'agissant d'un fondement de notre société démocratique, **la liberté de manifester ne peut pas être restreinte à la légère et ne peut en tout état de cause l'être que dans des circonstances très limitées**. »
- « Le projet de loi soulève de sérieuses questions, en particulier concernant la **nécessité** de la peine proposée »

Conseil supérieur de la Justice, avis du 17 février 2023

« […] En raison d'un sérieux **doute quant à la compatibilité de cette peine avec l'article de la Convention européenne des droits de l'Homme**, qui garantit le droit à la liberté d'expression, le CSJ émet un **avis défavorable**. »



3. La restriction de l'espace de la contestation en Belgique

2) *Pendant* :

- Augmentation du nombre d'arrestations (arbitraires)
- Utilisation récurrente de la nasse, malgré jurisprudence CEDH
- Violences policières

Mort de George Floyd : rassemblement contre le racisme à Bruxelles, 239 arrestations à Ixelles (vidéos)

07 juin 2020 à 15:17 - mise à jour 08 juin 2020 à 09:02 · 5 min

Partager Écouter

A.T., J.I., K.D., B.S., X.L. et agences

BRUXELLES

Violences policières du 24 janvier 2021 : l'Etat belge, la zone de police Bruxelles-Ixelles et le bourgmestre Philippe Close condamnés

17 mars 2025 à 11:04 - mise à jour 17 mars 2025 à 14:50 · 2 min

Partager Écou

Maintien de l'ordre Nasses policières : la France condamnée pour la première fois par la CEDH

La juridiction européenne note néanmoins ce jeudi 8 février que depuis 2021, le ministère de l'Intérieur a publié un nouveau schéma national de maintien de l'ordre qui encadre cette technique.

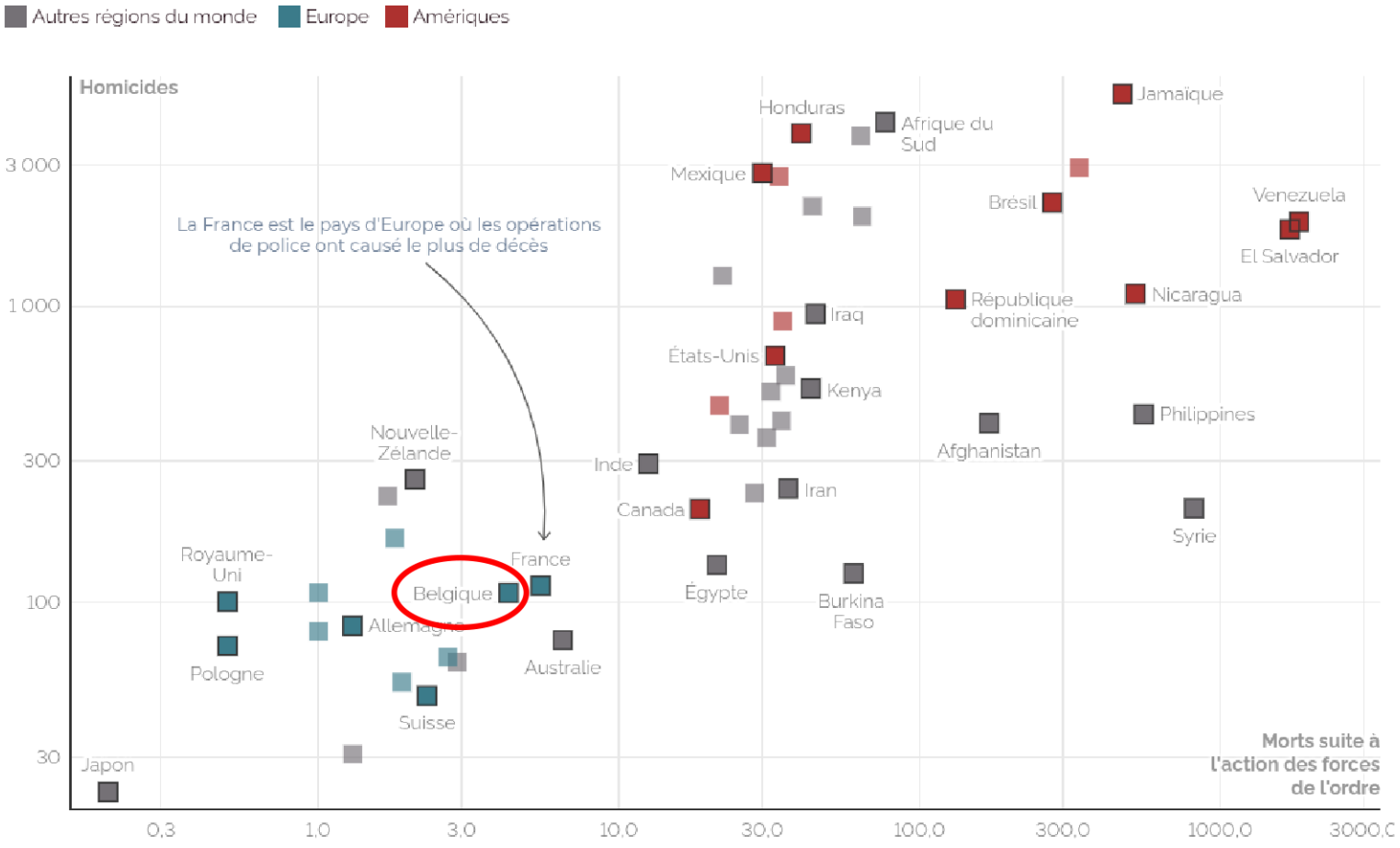
Journée d'action nationale - La manifestation du 14 octobre "ternie par des violences policières inacceptables"

La manifestation du 14 octobre à Bruxelles a été "ternie par des violences policières inacceptables", déplorent lundi la Ligue des droits humains (LDH), Greenpeace et la CNE dans un communiqué.

LE TEMPS

En graphiques: dans quels pays la police tue-t-elle le plus?

Nombre de morts suite à l'action des forces de l'ordre et d'homicides, taux pour 10 millions d'habitants et par pays. En 2022 ou selon les données les plus récentes, voir infobulles



Graphique: @duc_qn • Source: Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), Conférence des commandantes et commandants des polices cantonales de Suisse (CCPCS), Wikipedia

3. La restriction de l'espace de la contestation en Belgique

3) *Après :*

- « Atteinte méchante à l'autorité de l'État » dans réforme du code pénal → criminalisation désobéissance civile
- Projet de loi « dissolution » des organisations radicales et terroristes → MS pro-palestiniens, écologiques et antifascistes
- Poursuites judiciaires toujours plus systématiques



Droit de manifester: les syndicats et des ONG saisissent la Cour constitutionnelle

Les trois syndicats, Greenpeace, Amnesty International Belgique, la Liga voor mensenrechten et la Ligue des droits humains ont décidé d'intr
nouv
de l'É



Interdire les organisations radicales et terroristes en Belgique : un avant-projet de loi vise notamment l'organisation pro palestinienne Samidoun

25 juil. 2025 à 10:43 · 3 min

Partager



Dissoudre une association sur décision du gouvernement ? Notre liberté d'association est menacée

L'avant-projet de loi du ministre Be
de dissolution administrative d'un
signataires considèrent que les me
importantes dans la liberté d'asso



ACCUEIL • POLICE ET JUSTICE

Graffitis sur une usine d'armement israélienne : Anuna De Wever obtient la suspension du prononcé

Les faits s'étaient déroulés le 3 décembre 2023 et visaient le site tournaisien de la société OIP Land System à Tournai, filiale de l'entreprise d'armement israélienne Elbit Systems.



L'Institut fédéral des droits humains met en garde contre l'érosion "insidieuse et préoccupante" de l'État de droit en Belgique

15 oct. 2025 à 11:04 · 1 min

Partager Écouter

L'État de droit s'érode de manière insidieuse et préoccupante en Belgique, s'inquiète mercredi l'Institut fédéral des droits humains (IFDH) dans la dernière mouture de son rapport sur l'Etat de droit et des droits humains en Belgique. Ce dernier a été remis aux membres du Parlement et du gouvernement fédéral à l'occasion de la rentrée parlementaire.

INFO Par la rédaction avec Belga

L'État de droit et les droits humains en Belgique

2025

FIRM FDH

L'État de droit en pleine érosion en Belgique : "Gardez les yeux ouverts"

Non-exécution des décisions de justice, procédures bâillons, restrictions des libertés fondamentales,... "La Libre" a pu consulter un rapport au picrate de l'Institut fédéral des droits humains (IFDH). L'organisme pose un diagnostic clair : la pierre angulaire de nos démocraties s'effrite.

Références

Agamben, G. 2005. *State of Exception*. University of Chicago Press.

Bocquet, N. and L. Knops. Forthcoming. Social movements in Belgium. In *Oxford Handbook of Belgian Politics,* edited by Min Reuchamps, Marleen Brans, Petra Meier, and Emilie Van Haute. Oxford University Press.

Bocquet, N., S. Del Fa, G. Hayes, L. Knops, and F. Vrydagh. 2025. Role Reversal: When Activists Are Treated Like Criminals: Conversations on the Criminalization of Environmental Activism in Belgium, France, and the UK. *Surveillance & Society* 23(4).

Bouhon, F., A. Jousten, X Miny, and E. Slautsky. 2020. L'État belge face à la pandémie de Covid-19: Esquisse d'un régime d'exception. *Courrier hebdomadaire du CRISP* 2446(1), 5–56.

Celis, K., L. Knops, V. Van Ingelgom, and S. Verhaegen. 2021. Resentment and Coping with the Democratic Dilemma. *Politics and Governance* 9(3): 237–47.

Decoster, A., K. Decancq, B. D. Rock, and P. Gobbi. 2024. *Inégalités en Belgique. Un paradoxe?* Racine.

Habermas, J. 1975. *Legitimation Crisis*. Vol. 1975, 210–220. Beacon Press.

Harvey, D. 2014. *Seventeen Contradictions and the End of Capitalism*. Oxford University Press.

Hay, C. 2007. *Why We Hate Politics*. Polity Press.

Jadoul, M. 2024. La désobéissance civile dans le contexte de l'urgence écologique. *Courrier hebdomadaire du CRISP* 2609-2610 (24), 1-66.

Knops, L., K. Celis, V. Van Ingelgom, H. Mercenier, and F. Randour. 2024. *Bitter-Sweet Democracy?: Analyzing citizens' resentment towards politics in Belgium.* Open Book Publishers.

Lyon, D. 2003. *Surveillance as Social Sorting: Privacy, Risk, and Digital Discrimination*. London: Psychology Press.

Mescoli, E. 2021. La Belgique face à la crise migratoire: Analyse critique de l'accueil. *Pensée plurielle* 54(2), 95–106.

Pencolé, M.-A. 2024. Trois théories du capitalisme de surveillance: Contrôle, exploitation, reproduction. *Réseaux* 245(3), 301–339.

Rosanvallon, P. 2008. *Counter-Democracy: Politics in an Age of Distrust*. Cambridge University Press.

Reynolds-Stenson, H. 2017. 'Protesting the Police: Anti-Police Brutality Claims as a Predictor of Police Repression of Protest'. *Social Movement Studies* 17(1): 48–63.

Tormey, S. 2015. *The End of Representative Politics.* John Wiley & Sons.

Surveillance & Society

Roundtable Discussion

Role Reversal When Activists Are Treated Like Criminals: Conversations on the Criminalization of Environmental Activism in Belgium, France, and the UK

Nicolas Bocquet

UCLouvain, Belgium
nicolas.bocquet@uclouvain.be

Sophie Del Fa

UCLouvain, Belgium
sophie.delfa@uclouvain.be

Graeme Hayes

Aston University, UK
g.a.hayes@aston.ac.uk

Louise Knops

Université libre de Bruxelles, Belgium
louise.knops@ulb.be

Fanny Vrydagh

Université libre de Bruxelles, Belgium
fanny.vrydagh@ulb.be